
Transhumance, menace terroriste et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Une publication de Solution Think Tank¹

Octobre 2023

Conakry, Guinée

Auteurs : Dr. Sylvain N'guessan (IS) (lead), Dr. Mariam Camara (CIRES), Dr. César Moquet Flan (CRPA),
Mamadou Hafiziou Barry (IPED).

Résumé

La transhumance, pratique ancestrale consistant à déplacer le bétail à la recherche de pâturages et d'eau, est devenue de plus en plus complexe en raison de facteurs tels que la croissance démographique, les conflits intercommunautaires, l'instabilité politique dans certaines régions d'Afrique et la menace terroriste. Ces défis sont exacerbés par le changement climatique qui a un effet négatif sur les relations éleveurs-agriculteurs. En effet, les conflits entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires pour l'accès aux ressources naturelles, tels que les terres et l'eau, sont monnaie courante. Ces tensions ethniques et économiques sont exploitées par des groupes terroristes pour recruter de nouveaux membres ou pour financer leurs opérations à travers des taxes sur les troupeaux en transit.

En outre, ces conflits menacent la sécurité alimentaire, car les déplacements de populations et les affrontements armés perturbent les activités agricoles et pastorales, entraînant une baisse de la production alimentaire et une augmentation des prix des denrées de base. Les gouvernements de la région et les organisations internationales doivent donc mettre en œuvre des stratégies de sécurité et de développement économique pour résoudre ces problèmes et garantir la stabilité alimentaire et la sécurité des populations concernées.

Mots clés : transhumance, changements climatiques, menace terroriste, conflit éleveurs-agriculteurs, sécurité alimentaire.

¹ Solution Think Tank est un réseau de think tanks en Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, consultez les informations supplémentaires jointes à la fin de cet article.

Approche conceptuelle

L'Afrique de l'Ouest est une région qui pourrait arriver à établir un important niveau de sécurité alimentaire, grâce à la complémentarité des économies sahéliennes et côtières. Au Sahel, avec sa météorologie moins pluvieuse et plus vulnérable aux sécheresses et aux impacts du changement climatique, l'économie rurale dépend du pastoralisme – surtout dans les zones plus arides – et la production des céréales tel que le mil, le sorgho, le fonio et le maïs. Le secteur de l'élevage fournit le bétail dont a besoin les marchés consommateurs des grandes villes de la côte ouest africaine. Les zones plus pluvieuses de la côte et la bande des savanes des pays côtiers, zone de production de produits tropicales tel que l'igname et le manioc, mais aussi de céréales telles que le maïs, incarnent à la fois un grand marché consommateur et une source de réserve et sécurité alimentaire pour les zones sahéliennes, plus fragiles.

L'agriculture qui occupe plus de 50% de la population de la CEDEAO reste le moteur du développement de cet espace. Cette situation révèle un certain niveau d'insécurité alimentaire. La population des pays sahéliens, fait face à une autre forme d'insécurité induite par la recrudescence des attaques terroriste, ainsi que par des conflits entre agriculteurs et transhumants.

Le présent policy paper vise à analyser l'incidence du triptyque, changement climatique, menace terroriste et transhumance, sur les activités agricoles, afin de déduire des implications pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. Il se subdivise en trois sections. La première traite des incidences du changement climatique et de la transhumance sur l'agriculture, la seconde analyse l'impact de la menace terroriste sur les actions agricoles et la troisième, détermine les réformes à mettre en œuvre pour renforcer la sécurité alimentaire.

I. Les incidences de la transhumance et du changement climatique sur les activités agricoles

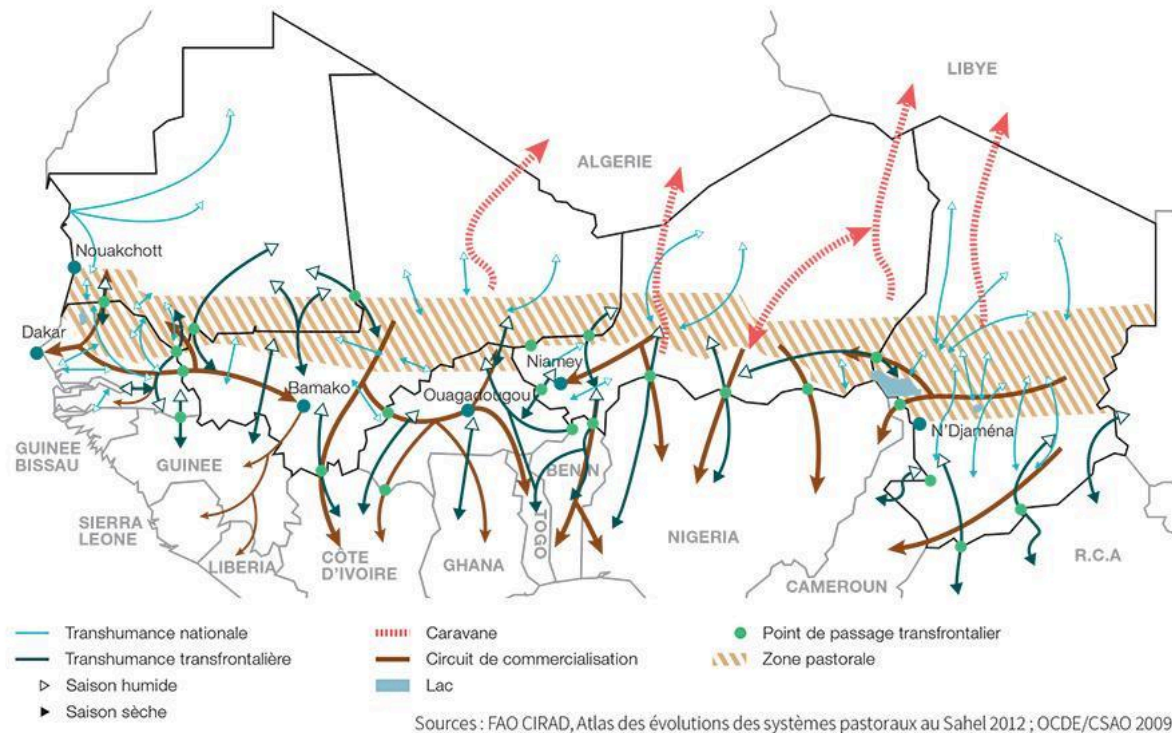
Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont généralement liés à l'élevage transhumant. Le déplacement des animaux et des éleveurs s'accroît avec la recherche de nourriture et de points d'eau. Dans leur déplacement, les animaux détruisent les exploitations agricoles et annihilent les efforts des producteurs, mettant à mal leur source de revenu.

1. Les incidences de la transhumance sur les activités agricoles

Ces dernières décennies, la Guinée est confrontée à une forte transhumance. Au plan interne, on note de nombreux éleveurs qui migrent du Fouta Djallon vers d'autres régions telles que la Haute Guinée (Faranah, Kissidougou), la forêt (principalement à Beyla) et en Basse Guinée, à la recherche du pâturage et parfois pour se rapprocher des zones de fort potentiel commercial (les grandes villes par exemple). Ces mouvements entraînent des frictions avec les agriculteurs. La transhumance du bétail est une source constante de conflits entre éleveurs et agriculteurs dans les communautés transfrontalières, ayant plusieurs fois entraîné des pertes en vies humaines comme cela a été le cas à Touba en 2016 et à Odienné en 2017 du côté ivoirien. On notait déjà en 2014, selon l'étude sur la transhumance en Gambie, Sénégal, Mali et Guinée que la destruction des cultures par le bétail s'élevait à 28,3% à Beyla contre 52,7% à Lola (en Guinée). Conséquemment, il y a une dégradation des relations sociales et une augmentation des conflits de l'ordre de 29,8% à Beyla et 31,6% à Lola. A titre d'exemple, le massacre de bétails est devenu fréquent dans les zones frontalières de Beyla et Lola avec au moins 2 533 bêtes abattues entre 2014 et 2015.

Figure 1 : transhumance et nomadisme

TRANSHUMANCE ET NOMADISME



Extrait : OCDE (2014), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Éditions OCDE, Paris.

© 2014. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Source : Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) (de l'Organisation de coopération et de développement économiques), Transhumance et nomadisme, 2014.

Cette étude² démontre l'importance du phénomène. En Côte d'Ivoire, pour dynamiser le secteur de l'élevage, l'État avait décidé de mettre en place une politique d'accueil des pasteurs peulhs burkinabés, maliens et nigériens. Parallèlement, les autorités ivoiriennes vont ensuite pousser les populations autochtones du Nord semi-aride, traditionnellement agriculteurs, à s'intéresser davantage au secteur de l'élevage comme une alternative économique prometteuse. Les relations entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, précédemment marquées par un certain équilibre reposant sur la complémentarité, sont devenues désormais

² Is the International Transhumance Corridor in Sahel an Archetype of Multi-sited Territory? (nom d'origine de l'ouvrage en anglais).

conflituelles et concurrentielles dans la gestion des ressources naturelles et de l'espace qui se font de plus en plus rare. L'on a dénombré 800 conflits entre agriculteurs et éleveurs sur la période 2016-2017 (AIP ; 2017) avec des « indemnités compensatoires des victimes de plus de 93.553.788 FCFA » (AIP ; 2017). Le Togo n'est pas en reste.

Les flux de transhumants y sont devenus un sujet de préoccupation majeure. Selon le rapport présenté par le Comité National de Transhumance (CNT) lors de son atelier bilan, les conflits liés à la transhumance ont causé en 2020 sur le sol togolais, 12 décès, 14 blessés, et 1 603 réfugiés. Ces conflits persistent depuis des années entre les éleveurs de bétails (généralement des éleveurs peuhls) et certaines populations villageoises. Ils trouvent leur principale source dans l'incidence négative de ce type de pastoralisme sur les activités agricoles des villageois. Au cours de l'année 2020, le CNT a recensé 130 cas de dévastations de champs par les transhumants. Ces dévastations sont liées à l'exploitation anarchique des pâturages et au non-respect des couloirs de transhumance par les éleveurs de bétails. Le cas du Mali nourrit par des affrontements meurtriers entre populations Dogon et Peulh est édifiant à ce sujet. Au-delà des incidences de la transhumance, le changement climatique affecte la production agricole.

2. Les incidences du changement climatique sur les activités agricoles

Selon le document de stratégie nationale sur le changement climatique, la culture du maïs en Guinée est plus affectée par le changement climatique, car pour chaque augmentation de 1° C au-dessus de 30°C par jour pendant la saison de culture du maïs, il y a une réduction correspondante de 1% du rendement journalier (Lobell et al. 2011). Environ 40% des cultures pluviales se situent sur les collines ou montagnes (LPDA, 2007), le Fouta-Djallon, notamment, connaît une forte érosion des sols sur les fortes pentes du fait de la culture temporaire du riz pluvial. A ceci s'ajoute une érosion insidieuse sur les plateaux en Haute Guinée, résultat d'une surexploitation des terres non compensée par les apports fertilisants et par la durée de la jachère. Enfin, la pratique des feux de brousse, la culture itinérante sur brûlure entraînent une érosion des sols qui accroissent le ruissellement et l'altération des sols. Les effets indirects de ces risques climatiques incluent les difficultés d'accès aux régions inondées, l'avènement de pestes et maladies animales et végétales qui causent une baisse de la productivité, et la hausse des prix des produits affectés par les aléas climatiques.

La Côte d'Ivoire a choisi de construire de façon stratégique son développement sur le secteur agricole. Les riches atouts naturels (végétation abondante, fertilité des sols, forte pluviométrie...) favorables à la production agricole (cultures pérennes et vivrières) ont milité en faveur de cette politique. Cependant, la variabilité climatique observée à l'échelle nationale depuis plus de quatre décennies pèse sur les différentes productions agricoles du pays et affecte directement l'économie nationale (BROU, 2009). La chute de la pluviométrie de (12%) sur toute l'étendue du territoire ivoirien avec des baisses remarquables de 19% à Abidjan et à Adiaké, 11% à Gagnoa, 14% à Odienné et 24% à Sassandra et le réchauffement du pays en moyenne de 0,3°C en moyenne depuis la décennie 1990 (N'GUESSAN ATSE, DJE KOUAKOU ; 2012) impactent la production agricole du pays qui a de plus en plus de mal à atteindre l'auto-suffisance alimentaire. Dépendant principalement des conditions climatiques, les productions agricoles sont menacées par l'inadéquation entre les calendriers météorologiques et les saisons culturales. En effet, le décalage des saisons perturbe les actions à mener sur le terrain par les agriculteurs. Ce qui justifie le recours aux denrées alimentaires en provenance de divers pays, vu que la Côte d'Ivoire reste fortement tributaire des importations des denrées de grande consommation tel que le riz.

Au Togo, le secteur de l'agriculture se révèle très vulnérable au réchauffement climatique. Selon la quatrième communication nationale au titre de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'indice de vulnérabilité de ce secteur face au changement climatique est de 0,7 sur une échelle croissante allant de 0 à 1 (MERF, 2022). Dans la région des Plateaux, principal grenier agricole du pays, ces pertes ont été estimées, au cours de la campagne 2014, à 0,9 tonnes par hectare (t/ha) pour le maïs, 0,8 t/ha pour le sorgho/mil, 1,2 t/ha pour le riz et 1,1 t/ha pour l'igname. La situation s'est aggravée en 2015 pour le maïs et le riz, avec des pertes de rendement estimées respectivement à 1,3t/ha, 1t/ha (MERF, 2022). En outre, l'inadéquation des conditions climatiques actuelles a engendré la disparition quasi-totale de certaines cultures agricoles jadis pratiquées dans certaines parties du pays. C'est le cas du café, qui était massivement cultivé jusqu'aux années 1970-80 dans le Nord de la région Maritime et le Sud de la région des Plateaux (MERF, 2022).

Par ailleurs, la recrudescence des attaques de parasites, ravageurs et autres vecteurs d'épizooties, a été régulièrement constatées dans toutes les régions du Togo, en particulier à partir de 2016 pour le cas des attaques de chenilles légionnaires sur les plants de maïs et de

sorgho, avec pour conséquences, des pertes de rendement pouvant varier entre 500 et 950 kilogrammes par hectare (kg/ha) (MAEP/PAM, 2018). Les espèces fruitières et légumières sont également affectées, notamment par cette recrudescence de mouches blanches, de chenilles diverses et de criquets pèlerins. L'évaluation rapide a révélé que ces infestations ont touché plus de 40 % des champs de cotonnier (MERF, 2023). L'insécurité alimentaire est également liée à la menace terroriste.

II. Les impacts de la menace terroriste sur les projets agricoles et agro pastoraux

Le sentiment d'insécurité face à la menace terroriste a pour principale conséquence un déplacement progressif des populations rurales des zones les plus touchées, qui délaissent ainsi leurs activités champêtres. L'agriculture représentant la principale activité des populations en milieu rural, cet exode rend les populations vulnérables ; augmentant le nombre de populations victimes de l'insécurité alimentaire.

1. Les impacts de la menace terroriste sur les projets agricoles et agro pastoraux

Avec la dégradation de la situation sécuritaire dans le Sahel et les vellétés expansionnistes des djihadistes vers les pays côtiers, le Togo se retrouve de plus en plus confronté à la menace terroriste. Depuis le mois de novembre 2021, la région des Savanes, située à l'extrême nord du pays et frontalière avec le Burkina Faso, est la cible d'attaques récurrentes. La toute première des attaques enregistrée au Togo, est celle ayant ciblé les forces de défense et de sécurité le 09 novembre 2021 à Sanloaga dans la préfecture du Kpendjal. Elle a été suivie par d'autres attaques, notamment celle contre le poste militaire de Kpékpakandi en mai 2022 et celle contre les villages de Gnoaga et Gouloungoussi en juin 2022. Le bilan au mois d'avril 2023 indique que ces attaques, perpétrées par le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et le groupe Etat Islamique au Sahel (EIS), ont occasionné une centaine de victimes civiles et une quarantaine de victimes militaires³. Un état d'urgence sécuritaire circonscrit à la région des Savanes a d'ailleurs été décrété par les autorités togolaises le 13 juin 2022, ce qui dénote du niveau d'inquiétude engendré par ces attaques djihadistes.

³ Interview accordée à la chaîne de télévision New World TV par le Chef de l'Etat togolais à l'occasion de la commémoration du 63^{ème} anniversaire d'indépendance du pays.

Les violences jihadistes et criminelles qui se répandent à travers le nord du Nigéria et les régions de Tillabéri, de Tahoua et de Diffa au Niger, disloquent la production rurale, déstabilisent les sociétés et, en large partie bloquent le travail des administrations et les activités en soutien au développement. Dans l'état du Borno, au Nigéria, à cause des violences de Boko Haram et ISWAP (Islamic State West Africa Province) une grande partie de la population a dû quitter les villages pour trouver refuge dans les camps de déplacés autour des villes principales, telles que Maiduguri. Elles sont donc loin de leurs terres, avec un impact important sur la production agricole. On a vu le même phénomène dans la région de Diffa, où l'importante production agricole des zones autour du Lac Tchad et de la vallée du fleuve Komadougou a été disloquée par les violences, et aussi dans nord et l'ouest de la région de Tillabéri.

Où il y a l'insécurité, les projets de développement sont gelés, les conseillers agricoles ou vétérinaires ne peuvent pas circuler librement pour conseiller les producteurs et pasteurs ; les villageois hésitent à risquer de voyager au marché. En somme, la population est repoussée vers une économie de subsistance. Le centre et le nord du Mali en sont victimes. Il en est de même du nord et du sud-est du Burkina Faso. Les attaques terroristes dans ces localités ont suscité le déplacement de milliers de personnes livrées généralement à elles-mêmes. L'insécurité alimentaire est également liée à l'instabilité politique.

2. Instabilité politique et insécurité alimentaire

Au Niger, en 2021, le gouvernement du Président Mohamed Bazoum a lancé un programme pour essayer de rompre ce cycle infernal. Il a encouragé les populations déplacées des régions de Diffa et de Tillabéri à rentrer à leurs villages – mais sous la protection d'une présence militaire renforcée et soutenue par la reconstruction d'infrastructures de service public et de nouveaux projets de développement. Le coup d'état du 26 juillet 2023, renversant le Président Bazoum, laisse planer l'incertitude au-dessus de l'avenir de cette stratégie. D'ailleurs, l'instabilité politique en général, à travers l'Afrique de l'Ouest, risque de compliquer les efforts de reconstruction d'une sécurité alimentaire régionale – parce qu'elle envenime les relations entre les gouvernements de la région. La cessation du financement de plusieurs projets au Mali, au Burkina Faso, au Niger pourrait avoir des incidences négatives sur les activités agricoles. Quelles pourraient être les éléments de réponse ?

III. Comment parvenir à la sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest ?

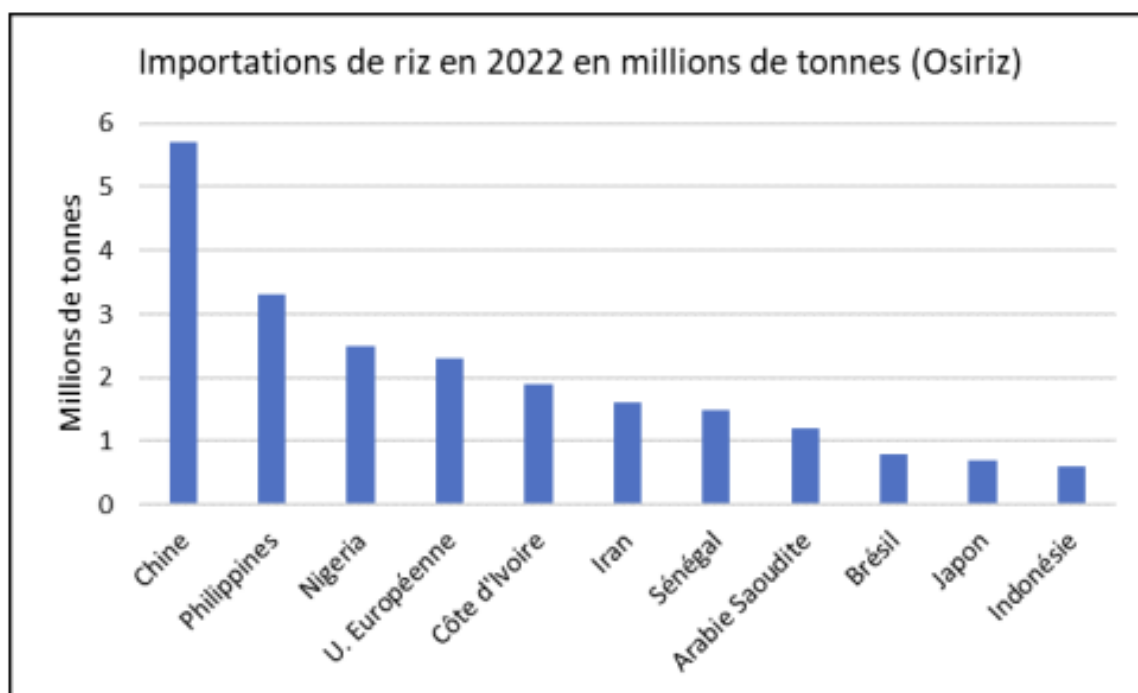
Les marchés ouest africains connaissent une hausse des prix liée à la crise ukrainienne qui perdure. Il urge de trouver des solutions endogènes pour y faire face.

1. Etat des lieux

Le potentiel agricole des pays de l'Afrique de l'Ouest est reconnu comme très diversifié à travers ses différentes régions. A titre d'exemple, la Guinée est caractérisée par une hétérogénéité des sols et un réseau hydrographique abondant. Les nombreux fleuves et cours d'eau qui y naissent arrosent tous les pays voisins et font de la Guinée le château d'eau de la sous-région. La Guinée a 6,2 millions d'hectares de terre arables, dont seulement le 50% sont exploités soit une superficie cultivée de 3.3 millions d'hectares (y compris jachères). Concernant la pêche, en plus de son ouverture sur l'océan, la Guinée possède un plateau continental d'environ 56.000 km² avec de nombreux estuaires et forêts de palétuviers qui constituent une zone de reproduction de poissons. Le potentiel halieutique exploitable se situe entre 150.000 et 250.000 tonnes de poissons par an. Les autres ressources sont estimées entre 1.000 et 2.000 tonnes de crevettes, entre 5.000 à 10.000 tonnes de céphalopodes. Malgré ce potentiel, la région reste confrontée à de grands problèmes d'insécurité alimentaire.

Selon l'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV), des poches d'insécurité alimentaire sévère persistent dans le pays, notamment en Guinée Forestière et dans la préfecture de Faranah. Selon les résultats du cadre harmonisé de l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle du Togo, près de 1 143 498 personnes (soit 19,53% de la population togolaise) étaient en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et près de 386 548 personnes (soit 5,75% de la population) vivaient en situation de crise alimentaire et nutritionnelle, en mars 2022 (DSID, 2022). Pour la période de juin-août 2022, ces chiffres sont passés, respectivement à 1 127 961 personnes (19,26% de la population) et 386 069 personnes (6,59% de la population). Les tableaux qui suivent montrent l'état de dépendance face au marché mondial du riz.

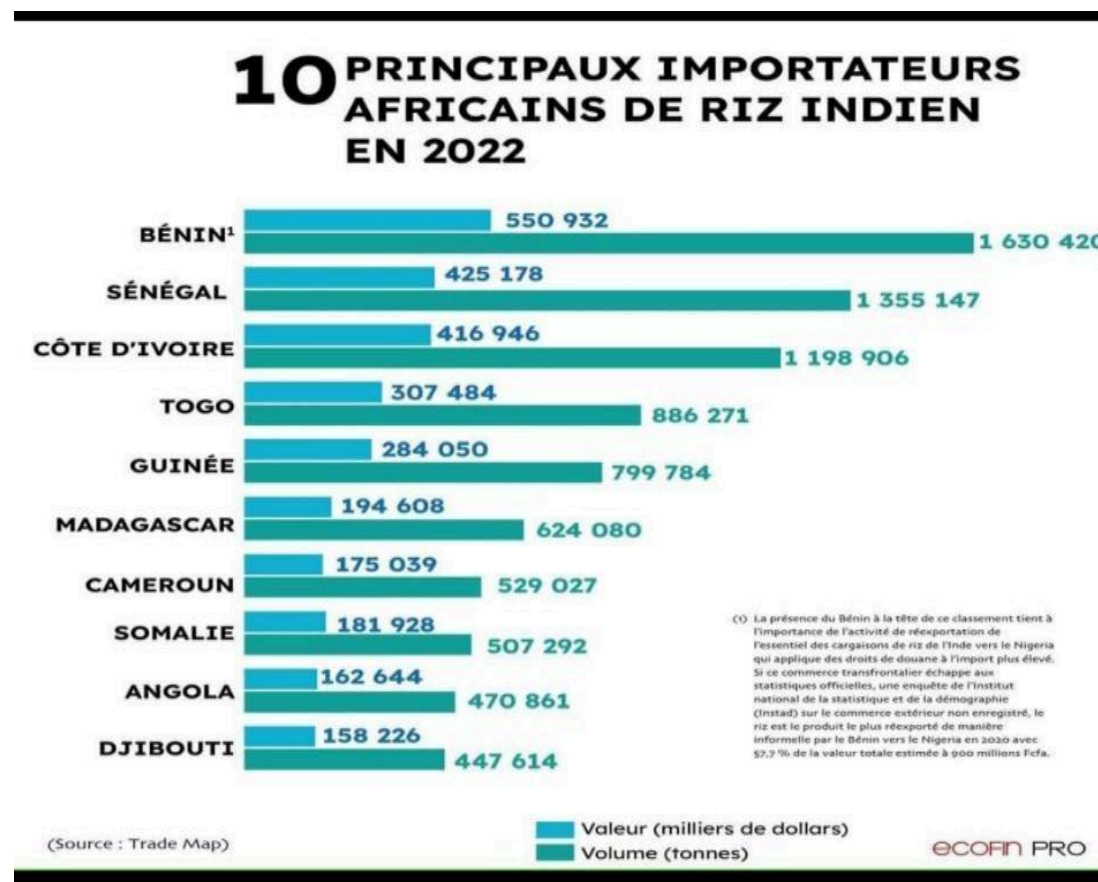
Figure 2 : Les plus grands pays importateurs de riz en 2022 en tonnes



Source : Osiriz, Importations de riz en 2022

L'on note la présence de trois Etats de l'Afrique de l'Ouest parmi les principaux importateurs de riz. Il s'agit du Nigeria, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. Les causes de cette insécurité alimentaire et nutritionnelle tirent leurs fondements des facteurs chroniques tels que la faible productivité agricole et le faible développement de l'agriculture, les chocs climatiques, la pauvreté et les mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement. Ces causes chroniques sont renforcées par les incidences négatives de la transhumance et de la menace terroriste dans le nord du pays sur le secteur agricole. Cette situation pourrait s'aggraver du fait de la crise ukrainienne qui perdure sans oublier l'Inde qui vient d'interdire l'importation de son riz.

Figure 3 : Les 10 plus gros importateurs africains de riz indien en 2022

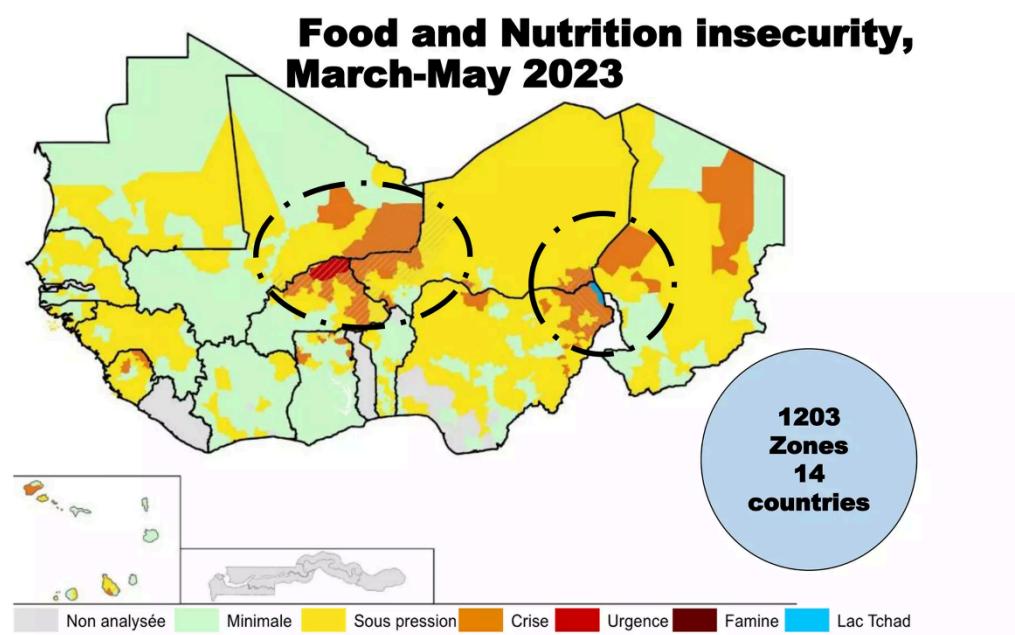


Source : Trade Map

L'on voit dans ce tableau que le Bénin, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Togo, la Guinée, tous des Etats de l'Afrique de l'Ouest sont dépendants du riz indien. Il urge donc d'améliorer la productivité agricole, agro pastorale en Afrique de l'Ouest.

2. Quelques suggestions

Figure 4 : Insécurité alimentaire et nutritionnelle (Food and nutrition insecurity)



Source : Food Crisis Prevention Network, map produced by CILSS/AGRHYMET

Ce tableau explique le travail du CILSS. Depuis les grandes sécheresses sahéliennes des années 70, l’Afrique de l’Ouest a construit un système d’alerte précoce et de monitoring de sa propre sécurité – ou insécurité – alimentaire, renforcé par des banques de réserves de céréales aux niveaux locales, nationaux et régional. Les données sont collectées, de mois en mois, au niveau local, dans les villages et les villes de province, sur la météorologie, et surtout la pluviosité, l’étendu du biomasse, l’état du cycle de production agricole – semences, croissance des productions, récoltes, poids des animaux vendus aux marchés etc etc – pour permettre aux gouvernements de faire un suivi détaillé des risques de crise alimentaire dans les différentes régions, provinces etc. Le système est coordonné par le CILSS – basé à

Ouagadougou – et son antenne d’analyse technique, AGHRYMET, à Niamey, qui assurent une mise à niveaux standardisé de toutes les données nationales, et suivre les risques de potentielles crises alimentaires à travers toute l’Afrique de l’Ouest. Le CILSS coordonne sont travail avec les partenaires techniques et financiers, dans le cadre du RPCA (le Réseau Pour la Prévention des Crises Alimentaires), pour l’apport de soutien international, soit financier ou en cas d’extrême urgence. Ce modèle socio-économique fournit les bases d’un équilibre de sécurité alimentaire.

S’agissant de la faible productivité agricole, la faible niveau de développement de l’agriculture trouvent leurs causes dans un certain nombre de contraintes telles que, i) la persistance des litiges fonciers, ii) les difficultés d’accès au financement bancaire liées à la méconnaissance du secteur par les institutions financières, iii) l’accès limité aux intrants performants, iv) le faible niveau de maitrise de l’eau, v) la faible mécanisation agricole, vi) l’absence de mécanismes de couverture face au risque climatique, vii) l’insuffisance de dispositifs de stockage des produits, viii) la faible capacité énergétique et la cherté des facteurs de production, ainsi que ix) l’accès limité au marché, conséquence du développement insuffisant des infrastructures de transport et de la faible compétitivité des produits locaux (UA, 2023). L’atteinte de la sécurité alimentaire passe par l’annihilation de toutes ces contraintes à la productivité agricole et à l’accessibilité des produits. Il s’agit notamment de :

-former et insérer au sein des institutions financières, des experts et gestionnaires de crédit spécialisés dans le financement agricole afin de promouvoir le développement et la vulgarisation de produits financiers adaptés à ce secteur ;

-renforcer l’application du code foncier et domanial afin d’atténuer les litiges fonciers et améliorer ainsi l’accès à la terre ;

- mettre en place un mécanisme d’assurance indicelle dans le secteur agricole afin de couvrir les producteurs face au risque climatique ;
- mettre en place un mécanisme de récépissé d’entreposage pour résoudre le problème de stockage des produits agricoles ;
- mobiliser les ressources afin de financer les projets destinés à faciliter l’adaptation des agriculteurs togolais au changement climatique ;

-
- renforcer les investissements dans les infrastructures, notamment les infrastructures de transports, afin de désenclaver certaines localités et faciliter ainsi l'accès des produits agricoles au marché national ;
 - améliorer la présence de l'Etat dans la région des Savanes en proie à la menace terroriste à travers non seulement le renforcement du dispositif de défense et de sécurité, mais également l'accentuation et la diversification des projets de développement socioéconomique ;
 - actualiser et affiner les couloirs de transhumance et renforcer les mécanismes de surveillance et de traçabilité des itinéraires des transhumants.

Ces réformes pourraient permettre à la sous-région de parvenir à la sécurité alimentaire.

Le manque de pluies prévisibles dans les zones de pâturages traditionnelles, pousse les pasteurs à bouger plus vers le sud, vers les zones plus humides où les bêtes pourront toujours trouver de l'herbe et de buissons pour se nourrir. Et en migrant vers le sud, les pasteurs arrivent dans les zones déjà habitées par les populations agricoles – ce qui génère les tensions entre pasteurs et agriculteurs. Les attaques terroristes ont renforcé cet état de fait, aggravant la vulnérabilité des populations dont des milliers ont dû abandonner leurs plantations.

Jusqu'à présent, la région a réussi à maintenir son système d'alerte précoce et les réseaux CILSS et RPCA, en dépit des changements politiques à l'intérieur de chaque pays. Et les leaders politiques et les fonctionnaires et experts techniques ont reconnu l'importance de la sécurité alimentaire et ont réussi à maintenir le fonctionnement du système de collaboration régionale sur cette question, sans égard aux changements de gouvernement ou de modèle politique dans un pays ou dans un autre.

Malheureusement, la CEDEAO est divisée sur les questions politiques et sécuritaires. Les relations inter-gouvernementales sont marquées par les méfiances, de profonds désaccords et des confrontations qui vont au-delà de la pure politico-diplomatique. Suite au coup d'état au Niger, le bloc a imposé de lourdes sanctions économiques sur le pays, y compris un embargo sur le commerce transfrontalier. Les conséquences pour la complémentarité entre le Niger et le Nigéria, entre le Niger et le Bénin dans les secteurs agro-pastoraux et alimentaires risquent de se montrer très graves si cette situation persiste au-delà du très court terme.

Bibliographie

- CIAT (2021). Analyse de la réponse pour l'adaptation climatique, Guinée, décembre 2021.
- DSID. (2022). Analyse du Cadre Harmonisé de l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle, période de mars-avril 2022. *Direction des Statistiques agricoles, de l'Information et de la Documentation.*
- FIDA (2021). L'avenir de l'agriculture en Guinée : 2030-2060, étude de cas : défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA, études réalisées en 2020 et publiées en 2021
- MAEP/PAM (2018). Revue stratégique Faim Zéro au Togo. *Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.* Rapport final, 201 p.
- MERF (2022). Quatrième communication nationale sur les changements climatiques. *Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières,* juin 2022.
- MERF (2023). Première Communication relative à l'Adaptation aux Changements Climatiques. *Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières,* avril 2023.
- PAM (2014). Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV), données de juin/juillet 2012
- PNUD (2019). République de Guinée, ministère de l'environnement, des eaux et forêts, stratégie nationale sur le changement climatique.
- UA (2023). Compact Togo pour l'alimentation et l'agriculture. *Union Africaine.*
- PNUD : République de Guinée, ministère de l'environnement, des eaux et forêts, stratégie nationale sur le changement climatique, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/gui208220.pdf>, 2019
- CIAT, Analyse de la réponse pour l'adaptation climatique, Guinée, décembre 2021, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138253/download/>
- République de la Guinée, Rapport sur la mise en œuvre du programme sur la biodiversité marine et côtière, <https://www.cbd.int/doc/world/gn/gn-nr-vmc-fr.pdf>,
- Consulté sur <https://www.invest.gov.gn/page/agriculture?onglet=presentation>, portail des investissements de la République de Guinée, le 21 octobre 2023.
- FIDA, l'avenir de l'agriculture en Guinée : 2030-2060, étude de cas : défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA, https://www.ifad.org/documents/38714170/43334911/Guin%C3%A9e_IFAD+Futur+de+1%27agri.pdf/b7c23d4c-bf5c-0218-955f-7bf9da974885?t=1625228849351, études réalisées en 2020 et publiées en 2021
- PAM, Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV), données de juin/juillet 2012, <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp267090.pdf>, publié en 2014

Sources des figures

Figure 1 : transhumance et nomadisme, consulté sur <https://migreurop.org/article3231.html>, le 16 octobre 2023.

Figure 2 : Importations de riz en 2022 en millions de tonnes (Osiriz), source : Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger, Niger : décorticage des chiffres du riz, p. 2, consulté sur https://reca-niger.org/IMG/pdf/note_riz_niger_reca_2022.pdf, le 14 décembre 2023

Figure 3 : Les 10 plus gros importateurs africains de riz indien en 2022, Consulté sur 'https://www.agenceecofin.com/agro/1611-113747-les-10-plus-gros-importateurs-africains-de-riz-indien-en-2022-trade-map », le 21 octobre 2023.

Figure 4 : Food and nutrition insecurity, consulté sur Consulté sur <https://www.fao.org/africa/news/detail-news/en/c/1506997/> , le 21 octobre 2023.



Sur l'éditeur :

Solution think tank

Le réseau de think tanks francophones en Afrique de l'Ouest - @solutiontt - #solutionthinktank

L'idée qui sous-tend solution think tank est de donner aux excellents think tanks francophones une voix plus forte au-delà des frontières nationales et des barrières linguistiques. L'Afrique de l'Ouest, en particulier, manque de plates-formes de coopération dans le domaine de la recherche orientée vers des solutions. Nous sommes fermement convaincus que l'expertise des think tanks ouest-africains doit et peut contribuer à un discours plus global et orienté vers des solutions sur les défis nationaux, régionaux et mondiaux dans les domaines politiques, sociaux, économiques et du développement.

Membres de Solution Think Tank en 2022 :

- CIRES (Côte d'Ivoire)
- CRPA (Côte d'Ivoire)
- CADERT (Togo)
- CROP (Togo)
- CAPES (Burkina Faso)
- Chatham House (Royaume-Uni)
- IPED (Guinée)
- Stat View International (Guinée)
- Social Watch (Bénin)
- Konrad-Adenauer-Stiftung (Allemagne)
- WATHI (Sénégal)
- Institut de Stratégies (Côte d'Ivoire)